



Toulouse le 23 novembre 2024

Objet : Actualité sociale

La Dépêche 19 novembre 2024 : La ministre de la Santé, Geneviève Darrieussecq a annoncé que les médicaments seront moins remboursés en 2025. Le taux de remboursement baissera de 5% tout comme la prise en charge des consultations médicales. Le « ticket modérateur » n'évoluera que de 5% au lieu des 10% prévu. Mai « en complément, celui sur les médicaments augmentera de 5% ». Ces déremboursements entraineront un « transfert vers les complémentaires santé ».

Dans la lignée de l'année 2024, les principales banques françaises annoncent des fortes hausses de tarif sur les services et cartes bancaires en 2025.

6 Médias 20 novembre 2024 : La France Insoumise présente à son tour, une proposition de loi « d'abrogation de la retraite à 64 ans ». Cette tentative a plus de chance d'aboutir que celle du RN, car elle devrait être approuvée par les forces de gauche et l'extrême droite. Le gouvernement compte sur le Sénat pour rejeter cette proposition.

AFP 18 novembre 2024 : Les assises nationales de l'aide à domicile se tiennent mardi, en présence des professionnels du secteur. Les Français sont nombreux à vouloir vieillir chez eux, mais le pourront-ils ? « Le virage domiciliaire » reste, à ce stade, peu aboutir.

Le Média Social 19 novembre 2024 : Lors d'une table ronde organisée par le cabinet AUTONOMII, des préfigurateurs du service public départemental de l'autonomie (SPDA) ont fait part de la « dynamique » de cette démarche. Sa généralisation est prévue en 2025. Selon Virginie Hoarau, responsable du pôle « appui à la coordination à la CNSA, « le SPDA n'est pas un nouveau guichet ni un nouveau dispositif mais une démarche de coopération entre les acteurs qui concourent à l'accompagnement des personnes âgées et handicapées ».

Le cercle des proches aidants en EHPAD (CPAE), créé lors de la crise sanitaire estime que les maltraitances continuent en EHPAD.

Le Média Social 18 novembre 2024 : L'expérimentation du relayage à domicile et des séjours aidants-aidés, qui repose sur des dérogations au Droit du travail pour permettre le remplacement de l'aidant par un professionnel plusieurs jours, est pérennisé sous réserve de plusieurs évolutions.

Les Echos 18 novembre 2024 : Budget 2025 : le gouvernement veut interdire les publicités sur les audioprothèses. L'exécutif souhaite que les aides auditives ne puissent être remboursées qu'après vérification sur les diplômes, les installations et autres règles d'exercice des audioprothésistes. Le secteur a profité à plein du meilleur remboursement des aides auditives et a vu les fraudes se développer.

Le Quotidien du Médecin 21 novembre 2024 : Bien Vieillir et prévention, fin de vie ; santé mentale, anti bio, résistance, etc....plus que jamais, la gériatrie est au cœur des enjeux sociétaux d'aujourd'hui et de demain. Autant de sujets abordés lors des 44^{èmes} journées annuelle de la Société Française de Gériatrie et de Gérontologie (JASFGG) qui se sont tenues à Paris du 25 au 27 novembre 2024.

Sommaire :

Prévention pour un vieillissement en santé : l'affaire de tous
Maladies neurocognitives : des recos pour mieux appréhender les symptômes psycho
comportementaux
Infections du sujet âgé : le dilemme des signes atypiques
IA : un système de pré-diagnostic expérimenté en EHPAD
De l'intérêt d'un gériatre aux urgences
Quand hospitalisation rime avec vaccination

La Dépêche 21 novembre 2024 : La gauche, soutenue par l'extrême droite a adopté, en commission un texte ramenant l'âge de départ à la retraite à 62 ans. La proposition adoptée touche également la durée de cotisation, ramenée de 43 à 42 annuités, ce qui revient à abroger la réforme Touraine de 2023. Stéphane Rist, député macroniste a alerté : « il faut être honnête vis-à-vis des Français ; si cette réforme des retraites est abrogée, certes ils pourront partir plus tôt, mais avec une retraite beaucoup plus basse ». Le prochain rendez-vous dans l'hémicycle aura lieu le 22 novembre et le Senat pourrait être saisi le 23 janvier, lors d'une niche communiste.

Le Média Social 19 novembre 2024 : Les assises de l'aide à domicile ont fait ressortir plusieurs enjeux dont les difficultés de rapprochement entre SAAD (Services d'aide et d'accompagnement à domicile) et SSIAD (Services de soins infirmiers à domicile) et la nécessité de faire évoluer le mode de financement. Selon Jean Benoit Pujol, DGCS (Directeur Général de la Cohésion Sociale) « on est dans une situation de mariage forcé, ce qui ne fonctionne pas bien, en général ».

Les Echos 19 novembre 2024 : La Cour des Comptes préconise d'améliorer le recueil et le traitement des données au niveau des urgences pour mieux répartir les ressources et permettre une meilleure prise en charge. Elle propose aussi d'informer, en temps réel, les usagers, notamment sur le temps d'attente.

La Dépêche 22 novembre 2024 : Bernard Cazeneuve : la réforme des retraites est, sous bien des aspects, injuste et incomprise. Il faut donc, par un compromis large et responsable, en corriger les défauts et les injustices, aux côtés des partenaires sociaux.

Francis De Block